

PARIS SOUS TENSION

journal anarchiste sur Paris et au-delà - février-mars 2015 - n° 1



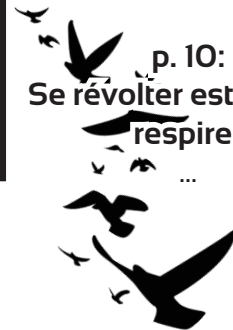
p. 1-4 :
Édito

p. 5:
Ce(ux) que nous visons
(ligne éditoriale et brève
présentation du journal)

p. 6-7:
Journaflics et médias :
les raisons d'une inimitié

p. 8-9:
À propos de la
«liberté d'expression»

p. 10:
Se révolter est comme
respirer



ÉDITO

IL PARAÎT QU'UN PEU PARTOUT ON S'INTERROGE ET ON PRÊTE SÉRIEUSEMENT ATTENTION, PRÊT-E-S À FAIRE PREUVE DE COURAGE, À «CE QUI NE VA PAS DANS LA SOCIÉTÉ». C'EST UNE BONNE CHOSE ET CE N'EST JAMAIS LE MAUVAIS MOMENT.

CESSONS DONC UN INSTANT DE NOUS PRÉOCCUPER DU TRAVAIL, DES FACTURES, ETC. ET FAISONS UN PETIT BILAN DU «MONDE LIBRE»... SI CELUI-CI NOUS LE PERMET BIEN ENTENDU !

Malgré le fait qu'ils n'en finissent pas de se réformer, de s'«humaniser», de se parer de vert, de proximité locale, d'instances de dialogue, de s'autocritiquer, etc., le capitalisme et la démocratie nous donnent-ils fondamentalement satisfaction ?

La consommation plus qu'une réponse aux nécessités de l'existence, en dépit des critiques acerbes contre «le consumérisme, la société-marchande, l'abrutissement de masse, l'argent-Roi», etc., nous procure t-elle un bonheur sain et digne de ce nom ?

Les concentrés de technologie qui font toujours plus partie de notre quotidien, malgré les critiques sur le contrôle qu'ils déploient, le flicage qu'ils perfectionnent, la déshumanisation des relations qu'ils poussent toujours plus, les nuisances qu'ils génèrent, etc., nous donnent-ils de l'emprise sur notre vie ?

Les flics, ces types payés pour maintenir l'ordre et la soumission de la population, seraient-ils (devenus) nos héros ? leur renforcement et leur présence toujours plus importante avec leurs [suite page 2]

collègues militaires nous rassure t-elle ?

Est-ce vraiment toi, moi ou ton ami-e qu'ils sont censés servir, plutôt que ceux aux ordres desquels pourtant ils obéissent, c'est-à-dire l'État ?

Le travail malgré les maladies chroniques, les suicides récurrents, la fatigue, le sentiment d'absurdité et de non-sens, l'atmosphère de chantage social, les souffrances psychiques et physio-sociologiques, mène t-il à une émancipation heureuse et fière plus qu'à une condition d'esclavage moderne ? Malgré les différences de salaire et le fait que le travailleur n'est fondamentalement perçu que comme une force de travail échangeable, malléable et jetable, se développe t-il «au taff» un vrai sentiment de fraternité entre ceux qui donnent les ordres et ceux qui les exécutent ?

Malgré le fait que le fer de lance de notre liberté/souveraineté consiste à nous choisir des maîtres comme nous choisissons une marchandise, une marque ou n'importe quelle idole plutôt qu'une autre, avons-nous de quoi nous considérer *libres* ?

Choisir son maître - et l'imposer aux autres ou se le faire imposer par d'autres. Serait-ce donc cela le plus haut, le plus bel et le plus noble progrès de l'évolution humaine ? et donc aussi son terme, son achèvement ?

Ha ! Avons-nous conscience de vivre une telle ère privilégiée ?



DÉBAT OBJECTIF ET IMPARTIAL.

«A : ... il faut lutter contre les excès du capitalisme !

Y : Oui, mais il n'y a pas d'autre système possible que le capitalisme !

B : Oui, mais il faut lutter contre les dérives du capitalisme !

Z : Oui, mais il n'y a pas de meilleur système que le capital...»

Nous aimerions aider à répondre à ces quelques questions, et par là y donner notre réponse, en rappelant quelques vérités fondamentales à propos de notre société, celle du «monde libre» récemment auto-baptisé *Charlie*, vérités que celle-ci tente d'enterrer

- en jouant sur notre disposition à l'empathie avec son matraquage spectaculaire et sentimentaliste;

- en nous éblouissant avec ses «Lumières universelles», ses «plus jamais ça», ses «on ne doit pas tuer pas les gens pour leurs idées ou au nom des nôtres» et autres moralismes et valeurs supposées irréprochables;

- et en nous bombardant avec des électrochocs médiatico-intellectuels en feignant que soudain, parfaitement étrangère et incompréhensible à notre société, l'horreur, la barbarie, la plus froide cruauté, venait de surgir :

le système dans lequel nous vivons non seulement produit au quotidien de la soumission donc

de l'indignité, de l'exploitation et du chantage donc de la violence, des morts et des sacrifiés en masse (la plupart du temps réduits à l'abstraction et à l'anonymat des statistiques), bref de l'horreur, de la mort et de la misère, mais surtout, loin d'être des abus, des excès, des situations exceptionnelles ou des dérives, tout ces «dommages collatéraux» sont nécessaires au maintien et au développement du capitalisme et de la démocratie.

Une société hiérarchisée avec des dominants et des dominés, des exploités et des exploités, des gens qui vivent aux dépens d'autres en les maintenant dans une servitude plus ou moins volontaire, en les condamnant à crever de faim et de froid dans la rue, en les assassinant à petit feu ou crûment, tout en ravageant la planète, ET qui serait «en paix», c'est-à-dire dépourvue d'antagonismes, de colères, de révoltes et de diverses manifestations d'insoumission, et aussi de convictions et de valeurs différentes, de désirs et de luttes pour des vies autres, où en tout cas prévaudrait une certaine unanimité vis-à-vis de ce système, parce-qu'en plus de croire à une li-

berté qui n'en a que le nom, on serait, en fin de compte, «tous dans le même bateau» : voilà le mythe de la paix sociale et totalitaire auquel les maîtres et les puissants voudraient nous convertir et ce bien avant que ne déferle cette hypocrite et très fanatique injonction à être *Charlie*, à soutenir les valeurs de la république, à brandir des crayons et surtout à faire bloc avec l'État face au «défi de la menace terroriste».

«Soit avec moi, soit contre moi.»

Voilà en substance le premier commandement et la dernière sommation de l'État et de son concurrent religieux.

«Il n'y a pas d'alternative possible.»
Ça c'est l'étendard de l'autre nom de la domination, le capitalisme.

Nous sommes de celles et ceux qui partagent le refus de céder à cet énième chantage :

- NI union nationale, c'est-à-dire communion autour des valeurs de la do-

mination, soutien et soumission à l'ordre qui se resserre, collaboration et délation avec l'État (c'est bien ça l'union nationale censée «transcender les clivages sociaux»);

- NI soumission ou quelconque soutien à l'un ou l'autre de ses concurrents assassins avec leurs projets de soumission et de conquête du monde sous une autre bannière.

Parce que nous n'oublions ni ne mettons de côté toute l'étendue de la réalité que recouvre ce que les dominants appellent très pudiquement «les clivages sociaux», et dans laquelle, il est vrai, ils ne sauraient y voir un noble reflet de leur monde civilisé et de leurs valeurs républicaines.

* * *

L'horizon du «monde libre» c'est toujours plus de chômage et de «compétitivité», c'est-à-dire une exploitation toujours plus sélective, sévère, non pas donc malgré les lois, la démocratie, la justice, mais grâce à elles et toujours plus de personnes sont condamnées à en pâtir, entre survie, prison et mort. Parce-que sous nos latitudes, l'économie est une des

idoles au nom desquelles on nous oblige d'une manière ou d'une autre à nous sacrifier.

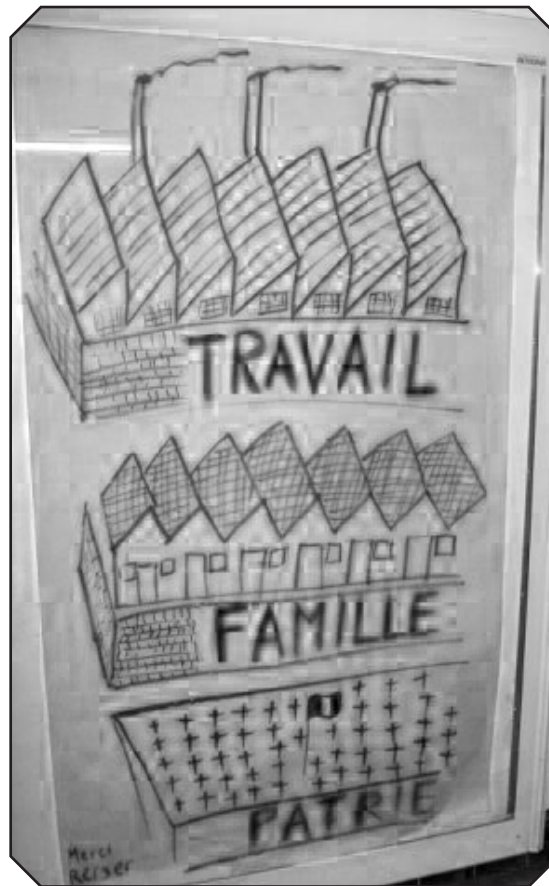
Nous allons vers toujours plus de misère et d'écart de richesses et les dominants savent que le monde qu'ils imposent (et non pas qu'ils proposent) génère de fait des poudrières sociales auxquelles ils doivent porter la plus grande attention.

A la suite des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis d'Amérique, ceux-ci ont effectué non pas tant un « tournant » ou un « virage » sécuritaire qu'un bond en avant, un saut qualitatif dans le contrôle du territoire et des populations avec la justification de la menace de cette figure du Mal qu'est le terroriste. Maintenant que « nous avons nous aussi notre 11 septembre », c'est à notre tour d'effectuer, au-delà de la grande messe nationale du dimanche 11 janvier, le grand bond sécuritaire en avant.

L'antiterrorisme avec lequel l'État est en train de se doper a désormais une importance prééminente dans l'exercice du pouvoir et justifie un serrage de vis à tous les niveaux. De l'école à la prison en passant par internet et les frontières, l'État va se montrer de plus en plus intolérant « au nom de la tolérance », restreindre toujours plus nos marges de manœuvre qu'il nomme « libertés », « au nom de la liberté », etc.

Dans le cadre de cette nouvelle donne, tout ce qui est révoltes, insoumissions, émeutes, résistances populaires et autres mouvements sociaux, tout ce qui conteste avec un tant soit peu de combativité et d'offensive, qui refuse de se renier et de se recroqueviller dans le champ de la légalité (et donc des possibilités permises) qui se rétrécit, va se retrouver dans la ligne de mir de l'antiterrorisme.

Soulignons que tout comme la « violence barbare » n'a pas surgi soudainement dans la patrie des droits de l'homme, l'antiterrorisme ne surgit pas non plus un peu comme ça de nul part. Ses faits d'armes et ses origines remontent à la contre-insurrection coloniale et à la fin du 19^{ème} siècle, dans la persécution menée



contre des révolutionnaires, et en particulier contre les anarchistes avec les « lois scélérates » de 1894. Depuis 1986, le Parlement n'a cessé d'adopter des lois ayant pour objet spécifique la « lutte contre le terrorisme » ; plusieurs de ces mesures « liberticides » annoncées comme provisoires ayant été par la suite entérinées définitivement.

C'est pourquoi l'antiterrorisme ne s'oppose en rien à la démocratie ni à l'État de droit et ne constitue en rien un « état d'exception » qui s'instaure pas plus qu'une « dérive fasciste ». Parce que fondamentalement, s'il y a quelque chose de stable et constant dans l'État, c'est bien sa nature de *conquérant* ; il évolue.

Dans ce contexte de chômage massif, d'approfondissement des inégalités, et d'incertitude générale quand à notre avenir et celui de la planète, les dominants savent donc, et nous aussi, qu'il y a toujours des raisons de se révolter contre cette société et que, propagande massive ou pas, beaucoup ne se laissent pas soumettre aussi facilement et rendent des coups.

Le grand mensonge qu'ils entretiennent minutieusement, c'est

l'affirmation que l'être humain ne saurait dépasser la condition démocratique et capitaliste présumée tantôt la meilleure, tantôt la moins pire, tantôt la seule possible.

Pour cela, tout en déployant de manière toujours plus décomplexée son contrôle sur nos existences à coups de mobilier anti-émeutes, d'architecture contre-insurrectionnelle, de vidéosurveillance (presque intelligente), de chasse aux pauvres, indésirables et autres survivants, de flicage social au travail, à l'école, à Pôle-Emploi et autres administrations, sans oublier flics et militaires dont les fonctions et méthodes tendent à se confondre, l'État désigne parmi la population le terroriste, l'ennemi intérieur dont la dangerosité et l'étrangeté seraient telles qu'elles justifieraient de se soumettre encore et toujours plus à son contrôle.

L'État opère habituellement une séparation entre les « bons, pacifiques et - donc - honnêtes manifestants » en réduisant ceux qui ne le seraient pas à de la « violence aveugle » (« ces jeunes ne viennent que pour casser »), et ainsi disqualifier toutes les raisons qui poussent divers manifestants à *entre autre* endommager des vitrines, un peu de mobilier urbain ou s'en prendre aux flics. De la même manière, mais à un degré et dans des proportions plus élevés, il réprimera aussi lourdement que possible toute action, idée ou « intention » allant à l'encontre de l'ordre établi, la disqualification des raisons et des motifs (« ce n'est, en somme, que de la violence aveugle ; il n'y a aucune réflexion ni idée ») étant un des objectifs visés, un coup idéologique pour lui nécessaire qu'il porte à travers les médias.

* * *

Parce que, répétons-le, il y a toujours des raisons de se révolter.

Des raisons que certains, racistes, nationalistes, xénophobes, antisémites, islamophobes, fascistes et autres complotistes, vont eux aussi comme l'État, continuer à vouloir

« (...) beaucoup ne se laissent pas soumettre aussi facilement et rendent des coups. »

diriger dans le sens de leurs sales idéologies au bout desquelles il y a toujours un chef ou quelconque autre entité supérieure à laquelle il faudrait se soumettre.

Des raisons face auxquelles la vie et l'horizon de beaucoup de personnes deviennent malheureusement l'endettement, la prostitution, la dépendance à la drogue, à l'alcool ou à tout autre objet d'addiction, l'échappa-

toire évanescence dans le divertissement de masse, un cercle vicieux toujours plus violent, épuisant et cynique entre consommation d'extase et asservissement/prostitution salarié-e...

Des raisons qui font que certains viennent à se suicider «tout simplement».

Des raisons que d'autres «dépassent» au nom de quelque chose de «supérieur», comme ceux engagés dans le djihad. Mais, encore une fois, que ce soit au nom de Dieu, au nom d'une nation ou au nom de «la Paix», cela signifie obéir à un chef, imposer un ordre et détruire d'une manière ou d'une autre ceux qui refusent de se soumettre.

Pour notre part, nous avons la conviction qu'il y a toujours quelque chose d'autre de possible et que le progrès ou plutôt le combat pour ce qui est des valeurs de la liberté, de l'autonomie et de la dignité n'est ni terminé, ni enterré.

C'est pourquoi nous souhaitons à travers ce journal partager ce *pari* : celui d'une vie sans dominants ni dominés, sans exploiteurs, ni exploités.

Nous savons qu'il est possible de discuter, de s'aimer, de se découvrir, de se respecter, de s'organiser, de se faire confiance, d'exercer et développer sa force et son intelligence, sans commander à son ami, ni soumettre cet inconnu, sans obéir à son voisin, ni s'asservir à ce complice.

En ce qu'il s'agit là d'une conviction que nous portons en nous, quelque chose qui nous est *bon*, c'est à dire juste, fertile et précieux et pour quoi nous nous engageons à nous battre, cela est une *valeur*.

En ce que cela n'emprunte pas des chemins tout tracés comme ce qu'impose cette société carcérale et de chantage, cela est aussi un *pari*; un pari avant tout avec sa conscience, avec soi-même.

«*Nous n'avons pas peur des ruines. Nous sommes capables de bâtir aussi. Nous portons un monde nouveau dans nos cœurs*» a dit un anarchiste.

Répetons-le : ce monde n'est pas le seul possible; la vie humaine, parce qu'elle est si riche en possibilités, rien ne justifie ni n'oblige que nous nous conformions à ce type de (sur) vie que l'on nous impose. Nous méprisons *cette* vie imposée, sûr, mais nous ne maudissons pas la vie en elle-même.

La pertinence, le désir et le projet d'un bouleversement radical du monde, des rapports sociaux et des valeurs, en un mot d'une *révolution*, sont toujours d'actualité.

Les révoltes qui couvent toujours, plus ou moins latentes, et qui ont plus d'une fois explosé imprévisiblement, portent en elles la possibilité de leur extension, de leur développement, de coïncider entre elles, de rencontrer des complices et des solidarités; elles peuvent être animées tant par la colère que par la joie, nourries par des désirs et des rêves de destruction mais aussi de création.

Se révolter peut exiger du courage mais alors en révèle aussi. Du courage et de la confiance en soi, en ses idées et en ses complices. Par là, nous pouvons palper la cohérence entre nos idées, nos convictions et les actes qu'elles appellent.

A travers ce journal, la perspective anarchiste et révolutionnaire dans nos cœurs et dans nos esprits, nous souhaitons partager critiques, idées et analyses; nous souhaitons les entrecroiser avec diverses manifestations d'insoumission, de révoltes plus ou moins étendues dans l'espace et dans le temps, et autres attaques plus ou moins courantes dans lesquelles nous pouvons nous reconnaître; et rappeler ainsi que cette société, ses structures, ses chefs, ses collabos et ses chiens de garde, intellectuels ou munis d'armes à feu, ne sont pas invulnérables. ■

«*Se révolter peut exiger du courage mais alors en révèle aussi. Du courage et de la confiance en soi, (...)*»



Réfléchir et discuter de tout ce qui nous opprime, nous empêche de nous émanciper et de la nécessité de se battre pour la liberté, n'est pas faire de la politique.

Le but de ce journal n'est donc pas de représenter, ni de se faire le porte-parole de qui que ce soit, ni de quelconque Organisation et encore moins d'imposer un programme.

Nous souhaitons partager un regard critique sur l'ensemble des structures du pouvoir auxquelles nous sommes toutes et tous confronté-e-s au quotidien, de près ou de loin (transports en commun, gentrification des quartiers, vidéosurveillance, lieux d'enfermement, etc.), et pointer du doigt les responsables qui participent à la perpétuation et au développement de la domination et de l'exploitation.

Lesquels sont, avec leurs locaux, leurs installations, leurs véhicules, etc., très souvent à la portée de la critique d'une ou plusieurs personnes un tant soit peu déterminées comme nous le rappellent divers «fait divers» et autres «brèves».

Réfléchir, analyser et développer, certes, mais donc dans le but de *se donner les moyens de (re)prendre sa vie en main*.

Pour que nos cœurs ne se ramollissent pas à force de seulement se lamenter d'être des victimes, Pour qu'ils ne deviennent ni durs comme de la pierre car nous ne voulons pas devenir des «guerrier-e-s», Pour que se révolter signifie être en bonne santé.

Pour que nos larmes de souffrances deviennent nuée d'orages qui s'abatront sur l'ennemi. Pour que, tantôt s'écoulant placidement et tombant doucement goutte à goutte du plafond, tantôt les mille et une raisons de se révolter et les rêves et désirs de liberté se mettent à gronder, deviennent torrent qui dévale dans toutes nos veines et frappe à toutes les parois de notre corps et de notre esprit, en mugissant dans un formidable fracas et appel à la vie.

Les politiciens, les patrons et tous ceux qui nous veulent soumis-e-s et exploité-e-s veulent que nous continuons à supporter ces conditions misérables et à nous sacrifier toujours plus, pour une (hypothétique) retraite ou quelconque autre paradis.

Nous proposons de nous battre pour la liberté; un pari complexe certes, mais bien *autrement* beau, noble et fécond par rapport à tout ce que nous impose cette société autoritaire.

Qui sait ce que ça donnerait si tous nos sentiments d'injustice, nos colères, nos désirs et notre imagination coïncidaient et dépassaient ce qui est autorisé et toléré ? si les exploité-e-s, les pauvres et toutes et tous les indésirables faisaient un bout de chemin ensemble, solidaires à travers l'attaque, pour forcer l'horizon des possibles ?

Ce journal se veut ainsi un cocktail d'oxygène et d'étincelles, d'idées et de rêves de liberté, d'attaques, d'insoumission et d'offensives diverses.

Par des individus d'ici et d'ailleurs qui se mettent en jeu. Ce journal souhaite montrer et faire la coïncidence de ces vies; ces vies comme des *paris sous tension*...

CE(UX) QUE NOUS VISIONS.
(ligne éditoriale et
brève présentation du journal)



Journaflics et médias : Les raisons d'une INIMITIÉ

LE TOTALITARISME DÉMOCRATIQUE ET CAPITALISTE PAR QUELQUES JOURNAFLICS:

«C'est justement ceux qui ne sont pas Charlie qu'il faut repérer. Ce sont eux que nous devons repérer, traiter, intégrer ou réintégrer dans la communauté nationale.»

Nathalie Saint-Cricq, France 2, 12 janvier 2015

«L'union nationale doit être prolongée pour lutter contre l'islamisme mais aussi pour mettre en œuvre les réformes économiques et sociales [telles que] la libéralisation du marché du travail (...)»

Nicolas Baverez, Le Point, 16 janvier 2015

LA QUESTION N'EST PAS LA PLUS OU MOINS GRANDE CORRECTION D'UN JOURNALISTE EN PARTICULIER, MAIS AU CONTRAIRE LE RÔLE EN SOI DE L'APPAREIL MÉDIATIQUE.

Les médias ont en effet la prétention d'être la représentation totale de la réalité. En témoigne ce simple fait : pour eux, celui qui refuse de parler avec les journalistes « ne veut communiquer avec personne ». Comme s'il était impossible de communiquer de manière directe, sans le filtre de la presse, de la radio ou de la télévision. C'est la même attitude qu'ont les autorités politiques : celui qui refuse tout rapport avec elles refuse, selon elles, tout dialogue avec les gens.

Pourtant, malgré les progrès constants de la domestication sociale, le monde n'est pas uniquement peuplé d'autorités, de flics et de journalistes. Mieux même, c'est justement au-delà et contre leur pouvoir que commence le dialogue réel.

Les médias font ainsi partie intégrante de la domination. Tout comme elle, ils font participer, ils excluent, ils récupèrent et ils répriment en même temps.

Ils font participer. Chacun doit croire que la seule réalité est celle que journaux et télévisions façonnent tous les jours, la réalité de l'État et de l'économie. Les médias sont un instrument indispensable pour imposer le consensus. Ils sont la version moderne du mythe, c'est-à-dire la représentation qui unit exploités et exploités.

Ils excluent. Les pensées et les actions hostiles à cette société ne doivent pas apparaître. Il faut les taire, les falsifier ou les rendre incompréhensibles. Les taire quand leur existence même est une attaque contre l'ordre établi. Les falsifier quand ce qu'on ne peut pas taire doit être opportunément reconstruit. Les rendre incompréhensibles quand il est nécessaire d'accorder à la révolte quelques vérités partielles afin que s'évanouisse leur sens global. Les médias enlèvent à tous les sans-pouvoir tout moyen d'expression autonome. L'unilatéralité de l'information est le contraire de la communication entre individus.

Ils récupèrent. Ils invitent à dialoguer avec les institutions, ils créent des porte-parole et des leaders, ils intègrent toutes les idées et les pratiques sub-

versives une fois qu'elles ont été rendues inoffensives en les séparant de leur contexte, en les faisant consommer sans les vivre, en les étouffant dans l'ennui du déjà-vu.

Ils répriment. Ils collaborent avec la police en dénonçant et calomniant, ils lui préparent le terrain avec des menaces opportunes, ils en justifient publiquement le travail. Parfois, ils répriment en donnant raison –ce que quelqu'un appelait la « répression laudative »–, c'est-à-dire en présentant comme subversif ce qui ne l'est pas, lointain ce qui est au coin de la rue, terminé ce qui vient tout juste de commencer.

Bien souvent, on ne saisit des médias que l'œuvre de falsification et de répression, c'est-à-dire les aspects les plus ouvertement calomnieux et criminalisants. Mais la rage contre le mensonge journalistique a alors le souffle court, en pouvant facilement être liquidée dans des périodes moins conflictuelles par une série d'articles suffisamment corrects.

Le problème n'est pas l'honnêteté de tel ou tel journaliste ou la fidélité des articles, mais bien l'action sociale des médias. Dans la machine médiatique, les qualités intellectuelles et les normes déontologiques sont emportées par la masse des informations, par un « totalitarisme du fragment » qui est le véritable visage des infos.

L'intelligence critique se construit à travers l'association, l'analogie et la mémoire. Les infos, au contraire, sont le produit de la séparation, du détail, de l'éternel présent. La passivité médiatique n'est que le reflet de la passivité salariale et marchande.

On le sait, la vie qui nous échappe revient au galop sous forme d'image et de scoop. Plus on est informés, moins on connaît, c'est-à-dire moins on vit.

Personne ne peut faire aujourd'hui de la politique sans vendre sa propre image. Celui qui ne veut pas rompre avec la représentativité politique *sous toutes ses formes* (y compris celles qui sont antagonistes), ne peut pas rompre avec la représentation médiatique. Il pourra insulter les journalistes pendant quelques semaines, dans l'impossibilité de faire autrement, puis il recommencera à dialoguer. Pour négocier avec le pouvoir, les médias sont nécessaires. Ce sont eux-mêmes qui poussent au dialogue, favorisant ainsi la répression de ceux qui ne dialoguent pas avec leurs ennemis. Dans le bavardage du consensus, le fichage policier commence contre celui qui se tait. C'est pourquoi couper court avec la presse et la télévision, ainsi qu'avec les images et les étiquettes qu'elles nous collent, signifie couper court avec la politique.

La conclusion ne peut pourtant pas être celle de l'autisme de ghetto, mais celle d'une rébellion qui se donne ses propres moyens de communication autonome.



Nantes, 22 février 2013. Après leur avoir dit tout le bien qu'ils pensaient d'eux, des manifestant-e-s chassent une équipe de Bouffe Française Merdiatique TV.



«liberté d'expression»

S'EXPRIMER LIBREMENT IMPLIQUE LA POSSIBILITÉ DE POUVOIR PENSER LIBREMENT, C'EST-À-DIRE EXERCER SON ESPRIT CRITIQUE, REMETTRE EN CAUSE ET DONC DÉPASSER LES CADRES DE LA PENSÉE ET DES CONVENTIONS DOMINANTES.

Lesquels portent souvent le masque de «l'évidence», de «l'objectivité» ou du «bon sens», mais qui sont toujours plus ou moins arbitraires et pas nécessairement justes en eux-mêmes, aussi vieux, consensuels et massivement acceptés soient-ils.

Tout le monde peut constater que dès le plus jeune âge, on nous apprend à être enfermé et surveillé, à nous taire et à nous écraser face au maître, à ne pas sortir du rang et à répéter ce que dit le maître, bref à être conforme à ce que l'autorité décide.

Quotidiennement, nous sommes assaillis dans les rues, dans les couloirs de métro, et par téléphone/ordinateur de racolages pour acheter ceci, pour s'abonner à cela. Notre esprit est saturé par un flux sans fin d'informations passant toujours plus vite d'une énième mauvaise nouvelle à une page de sport au cours de la Bourse à la sortie d'un film à une page de pub, etc.

Notre horizon est fait de factures, d'échéances, de prélèvements, d'emprunts, de dettes... L'inquiétude de la survie face à «la crise», c'est-à-dire les restructurations du capitalisme, atteint de plus en plus de personnes.

Au travail, il faut se taire. Ne pas parler de l'exploitation, de comment ça nous ramollit le cerveau de refaire la même chose, les mêmes mouvements et redire les mêmes politesses et trivialités chaque jour.

«Si t'es pas content-e, il y en a d'autres qui attendent ta place.»

Alors vu qu'on ne peut pas faire sans argent pour payer le loyer, la nourriture et autres factures, vu qu'on ne veut pas quitter les personnes qu'on aime qui vivent là, vu qu'il n'y a pas plus de travail ailleurs, etc., on se résigne et on se tait.

Et les mille et une insatisfactions et colères sociales sont canalisées par exemple par les syndicats qui négocient la longueur et la couleur des chaînes.

Les sociologues, universitaires, intellectuels et autres «penseurs» et «spécialistes», quand à eux fabriquent des explications en dévoilant toute l'étendue de leur lumineux savoir. C'est que les exploités et révoltés ne peuvent s'exprimer par eux-mêmes. Ils ne sont que les exemples illustrant les théories des professeurs. Ah ça, les «voix des sans-voix», les petits pères du Peuple refoulés et autres penseurs vautours, ce n'est pas ça qui manque.

Bref, de notre «temps de cerveau disponible» que s'arrachent médias et publicitaires, au travail qui est *la meilleure des polices*, en passant par les faux critiques, non, cette société ne nous invite certainement pas à penser librement et encore moins donc à la remettre radicalement en cause.

Dans une société comme la nôtre, où la Liberté républicaine est une Lumière qui nous aveugle, tant bien que mal, de la réalité de nos existences bien déterminées et assujetties par le pouvoir, il n'est d'aucune utilité à ce dernier de coudre la bouche de ses sujets notamment parce que ceux-ci sont généralement des produits bien formatés, dociles et inoffensifs tout au long de leur vie.

Quand à ceux qui critiquent la pauvreté, les inégalités, la violence du capitalisme et des flics, qu'ils traduisent leurs discours et leurs idées en passant à l'acte en volant de quoi se nourrir, en occupant un lieu pour y habiter ou en contre-attaquant les flics, et c'est la répression qui s'abat.

Certains ont pensé bien définir la «liberté d'expression» : «la démocratie c'est cause toujours».

Seulement voilà, tout évolue si vite. Il il n'y a pas si longtemps, fin octobre dernier, l'État a fait tuer par sa gendarmerie nationale un opposant à un projet. Rien de plus qu'un énième meurtre policier si l'on pense à toutes celles et ceux tué-e-s dans les prisons, lieux d'enfermement et frontières du

«monde libre». Mais il s'agit là d'un meurtre d'État dont le caractère inédit tient à ce que, depuis 1986, il n'y avait plus eu de manifestant tué par la police. C'est même devenu la doctrine et la fière marque de fabrique nationale de la police française que de *savoir* maintenir l'ordre sans tuer.

Puis suite aux attentats de Paris, de braves gens sont sortis dans les rues pour soutenir la «liberté d'expression», le «droit à rire de tout» en se disant Charlie (sans une once de critique vis-à-vis de ce journal, formant ainsi un ahurissant et spontané mouvement de (non) pensée unique). Dans le même temps, la police et la Justice ont dégainé et fait feu avec l'accusation d'«apologie du terrorisme» en assénant de la prison ferme (jusqu'à 14 mois) à diverses personnes qui ont critiqué la communion nationale et se sont moqués des flics, qui vraisemblablement n'étaient pas Charlie et ne se sentaient pas solidaires des victimes. Ivres, sans-domiciles-fixes, «mauvais plaisantins», usagers de facebook, et même quelqu'un atteint d'une «déficience mentale légère depuis l'enfance», sans parler d'enfants de moins de 10 ans qui ne se sont pas soumis à la minute de silence républicaine, et qui se sont retrouvés face aux flics ou aux gendarmes.

En utilisant l'accusation d'«apologie du terrorisme» contre des personnes qui ont exprimé un avis ou une pensée à contre-courant du totalitaire «je suis Charlie», nous voyons comment l'antiterrorisme n'est certainement pas fait pour attaquer exclusivement les djihadistes mais tout ennemi *potentiel* de l'État.

Toujours plus préventif, celui-ci peut frapper désormais un individu seul ou une «organisation» notamment sur la base de *souçons* ou de «simples opinions», exprimées dans «l'espace privé» comme dans «l'espace public».

Rappelons, et ce n'est pas la moindre des choses, que seul l'État décide qui et qu'est-ce qui est terroriste; car tout comme il a le monopôle de la violence, il décide ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas, de ce qui peut exister et de ce qui doit être éliminé.

Ce qui ne peut exister pour l'État et le capitalisme, c'est peut-être surtout les révoltes susceptibles d'explorer face à l'approfondissement de conditions d'existence toujours plus misérables pour une grande majorité tel que décrit dans l'édito de ce journal.

Les mutations du capitalisme ne peuvent ainsi qu'aller de pair avec la domination, le contrôle et le flicage de l'État, lequel, tout démocratique qu'il soit, évolue aussi et effectue ses bonds en avant et verrouille toujours plus nos existences et ce dans le cadre d'une coopération qui dépasse bien sûr le cadre national.

La démocratie et sa fameuse et fumeuse «liberté d'expression» ce n'est certainement pas que «cause toujours», c'est aussi à coups de grenades militaires et autres permis de tuer informels ou de législation antiterroriste, «ferme ta gueule» et ce éventuellement définitivement.

Le 27 octobre dernier à Belleville, deux anarchistes diffusant un bulletin à parution mensuelle (*Lucioles*) sont arrêté-e-s au motif d'«injure publique» lié au bulletin lui-même, et en particulier à un article intitulé «*Mais chaud et harcèlement de rue à Belleville*». Ils feront 24 heures de garde-à-vue suivie d'un déferrement au TGI de Paris. Le 14 janvier, leur procès qui se déroule sans leur présence aboutit à une relaxe en raison notamment du dossier vide car les deux anarchistes n'ont rien déclaré aux flics.

Le 6 novembre dernier encore à Belleville, deux personnes sont arrêté-e-s lors d'un collage d'une affiche, intitulée «*La police assassine*», contre la police et appelant à une manifestation dans le contexte des mobilisations dans toute la France, suite à l'assassinat par la gendarmerie nationale d'un opposant à un projet de l'État contesté.

Ils prendront 24h de garde-à-vue pour «provocation directe à la rébellion» auxquelles s'ajoutera une supplétive pour «refus de se soumettre à un prélèvement génétique» puis seront envoyés au dépôt. Après 20 heures et un nouveau refus de prélèvement, ils passent devant un substitut du procureur qui leur remet une ►



SE RÉVOLTER EST COMME RESPIRER

RESPIRER DANS LE COURAGE QUE TU RASSEMBLES au rythme des battements de ton cœur, de ton cœur où la douleur que ce monde t'a donné forme un cocktail mélangé à l'amour pour tous les yeux qui t'ont vraiment regardé, un cocktail explosif, prêt à exploser.

Respirer dans le courage, je compte un, deux, trois, inspire longuement, redresse mes épaules - c'est le moment- et puis... expire les flammes de tout ce que tu es, tout ce que tu voudrais être et qui n'est pas permis par ce monde. Ta respiration, comme un marteau brisant une vitre, comme une scie à métaux défiant les barreaux d'une prison, un poing rendant les coups à la face de ce monde.

Tu respirez, tu inspires et expires longuement. Tu te révoltes. Tu te fais battre et tu tombes. Mais tu n'arrêtes pas de respirer et plus tard tu seras de nouveau sur pied. La respiration des autres t'aide à te relever, comme la respiration d'un-e ami-e aimant-e, d'un-e enfant, d'un-e camarade proche de toi réchauffant ton cœur avec de la force.

Nous pouvons arrêter de sentir, s'enfuir dans les temples de la consommation, de la télévision, du sport, de la drogue. Fuir, essayer d'oublier, oublier que tu souffres, que tu vis. On peut se taire, regarder de l'autre côté, laisser ceux qui nous utilisent continuer et un jour on finira sur la pile de déchets des corps compressés.

Ou on peut respirer. Calmement, rapidement. Doucement, intensément, chaudement, battant de plaisir.

Respirer comme discuter avec d'autres, discuter de ce qu'on peut faire, de ce qu'on veut faire et pourquoi.

Refusons de nous résigner à la vie que cette société essaye de nous imposer, refusons d'abandonner nos rêves et de descendre dans le puits d'une existence malheureuse.

Pleurer, se plaindre, jurer, peut nous soulager le cœur pour un moment. Mais rien ne change. C'est respirer qui fait battre notre cœur et circuler notre sang.

Si tu ne respirez pas, tu meurs.



► convocation pour un procès le 21 janvier 2015 pour les deux motifs cités.

Au procès, les deux inculpés qui n'ont rien déclaré aux flics n'ont pas plus répondu à la juge qui les a interrogé sur le sens général du texte de l'affiche, par exemple sur ce que veut dire «*nous n'appellerons pas au calme*». Et lorsqu'ils dirent ne pas vouloir débattre dans un tribunal, la juge s'en étonna, chanta un refrain sur la démocratie et la possibilité d'exprimer ses idées, et parla de «*mini-paranoïa*» de la part des accusés ainsi que de «*l'indépendance des juges*».

Dans ces deux cas, il s'agit pour le pouvoir de réprimer et de tenter de décourager celles et ceux qui portent un contenu de révolte contre la police et le sale monde auquel elle est nécessaire.

Nous exprimons notre solidarité avec ces personnes qui ont fait le choix de diffuser la révolte contre cette société et (donc aussi) celui de refuser de collaborer avec les flics et la Justice, face auxquelles elles ne se sont pas laissées intimider et encore moins berner.



AU SOIR DU NOUVEL AN, aux États-Unis, en Angleterre, en Italie, et dans quelques autres pays dont la France, des personnes se sont réunies devant des lieux d'enfermements pour exprimer leur **solidarité avec les prisonnier-e-s** et leur **hostilité contre cette société-prison**. Petit texte de Rennes :

Devant la prison des femmes de Rennes, celle des hommes de Vezin et le centre de rétention pour sans-papiers de Saint-Jacques.

Pour échanger quelques cris et feux d'artifice par-delà les murs, les grilles, et atténuer, l'espace d'un moment, l'isolement imposé au quotidien.

Parce-que nous refusons de fêter le cœur léger une nouvelle année, quand des milliers de personnes la passent en cellule.

Qu'une bonne année n'existe pas quand chaque jour passé en taule est toujours un jour de trop;

Qu'il ne peut y avoir de bonne santé physique et mentale quand on nous prive de liberté;

Et que les meilleurs vœux que nous puissions leur souhaiter sont ceux de mutineries et d'évasions prochaines !

Un petit geste qui en appelle bien d'autres.

Ici, ailleurs, partout, tout le temps.

Crève la taule !



5 janvier 2015, à Paulhaguet (Haute-Loire), un homme de 35 ans **jette le couvercle d'une bouche d'égout sur un distributeur automatique de billets**. L'écran se brise et la machine fonctionne tout de même. L'homme sera interpellé et hospitalisé. **Cet acte ne visait pas à récupérer l'argent à l'intérieur**. PROBABLEMENT QUE, COMME BIEN D'AUTRES PERSONNES, CE TYPE A BIEN COMPRIS QUE L'ARGENT EST UNE HORREUR QUI NOUS ENCHAÎNE ET DONC À DÉTRUIRE !



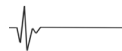
Au 9 février 2015, **45 panneaux publicitaires** à Bordeaux et à sa périphérie ont été **vandalisés**. Sur les panneaux vandalisés on pouvait lire les inscriptions «*stop à la pub*» ou encore «*laissez-nous réfléchir*». **Le propriétaire JC Decaux** a porté plainte contre X et **dû remplacé pas moins de 90 vitres**. OUTRE SON RÔLE DE PUBLICITAIRE CORRUPTEUR DE CERVEAUX, JC DECAUX EST AUSSI UN SALE COLLABO DE L'ENFERMEMENT QUI EXPLOITE DES PRISONNIER-E-S ET DES ENFANTS POUR FAIRE RÉPARER SA FLOTTE DE VÉLIB'.



Alors qu'il sortait, lundi 9 février d'une réunion de comité de quartier à la mairie de Devant-les-Ponts (Moselle), le maire Dominique Gros a été abordé par un inconnu. L'homme d'État se voit réclamer un impôt surprise par l'inconnu qui n'a pas reconnu le maire. Ce dernier refuse et l'inconnu réitère sa demande à plusieurs reprises. Mécontent, **il colle une gifle à monsieur l' élu** qui se présente alors en sa qualité de maire. Tandis que son adjointe prévient la police, **un passant confirme à l'homme l'identité du maire, ce qui vaut à l' élu de se voir offrir un coup de poing sur la joue et un coup de pied** au niveau de la cuisse. L'homme sera interpellé plus tard par la bac. VOILÀ UNE MANIÈRE DIRECTE D'EXPRIMER SON OPINION AUX ÉLUS !



Parce-que **l'éducateur les a empêchées de sortir** le soir du samedi 14 février, **trois adolescentes** âgées de 15 et 16 ans, **pensionnaires** prisonnières d'un foyer à Rouen, ont, pour **se venger, cassé tout le mobilier** (armoire, bureaux, ...) qui se trouvait dans leurs chambres. Les responsables de ce lieu d'enfermement ont appelé la police qui les a interpellées et placées en garde à vue pour dégradations volontaires. Elles ont été relâchées dimanche. QUE CHAQUE ÂGE SACCAGE SA CAGE !



Alors qu'ils **contrôlaient l'identité de deux hommes**, soupçonnés d'être les auteurs de dégradations, **des policiers ont été rapidement pris à partie**, vendredi 16 janvier aux alentours de 23 à Vaulx-en-Velin (Rhône). Un **attroupe-ment s'est créé** et devant **l'hostilité de la foule**, les flics ont utilisé leur flash-balls pour se dégager. NE LAISSONS PAS ET NE NOUS LAISSONS PAS FAIRE PAR LES FLICs !



Au moment même où, le 21 janvier, **le tribunal correctionnel de Bobigny (Seine-Saint-Denis) jugeait en comparution immédiate et prononçait contre lui** une peine de 4 mois avec dépôt et la révocation d'un précédent sursis, **l'accusé a enjambé la paroi vitrée pour s'enfuir**. Hélas, les flics l'ont poursuivi et rapidement immobilisé. DE L'AUDACE ! NE JAMAIS S'AVOUEUR VAINCU-E !



«SOIS TOI-MÊME !

TU N'ES PAS TOUT CE QUE MAINTENANT TU FAIS, PENSES ET DÉSIRE.»

Toute jeune âme entend cet appel jour et nuit, et tressaille; car elle pressent la mesure de bonheur qui lui est comme destinée de toute éternité quand elle pense à sa véritable émancipation: bonheur auquel d'aucune manière elle ne parviendra aussi longtemps qu'elle restera dans les chaînes de l'opinion courante et de la peur. Et quelle vie sans espoir et dépourvue de sens peut s'ouvrir sans cette libération !

Pourquoi s'accrocher à telle motte de terre, à tel métier, pourquoi prêter l'oreille aux propos du voisin ? C'est tellement provincial de jurer obéissance à des conceptions qui, à quelques centaines de lieues d'ici, n'obligent déjà plus. L'Orient et l'Occident sont des traits que quelqu'un dessine à la craie sous nos yeux pour duper notre pusillanimité.

Je vais tenter de parvenir à la liberté, se dit la jeune âme. Et parce que le hasard veut que deux nations se haïssent et se fassent la guerre, ou qu'une mer sépare deux continents, ou qu'on enseigne alentour une religion qui n'existait pourtant pas il y a quelques milliers d'années, faudrait-il qu'elle en soit empêchée ?

Tu n'es pas toi-même tout cela, se dit-elle. Personne ne peut bâtir à ta place le pont qu'il te faudra toi-même franchir sur le fleuve de la vie – personne hormis toi. Certes il existe des sentiers, et des ponts et des demi-dieux sans nombre qui s'offriront à te porter de l'autre côté du fleuve, mais seulement au prix de toi-même : tu te mettras en gage et tu te perdras. Il n'existe au monde qu'un seul chemin sur lequel nul autre que toi puisse passer. Où mène-t-il ? Ne le demande pas, suis-le.

Qui donc énonçait ce principe : «On ne s'élève jamais plus haut que lorsqu'on ne sait pas où notre chemin peut encore nous mener ?»

Pour toute question, proposition et autres remarques, voici une adresse mail sur laquelle nous joindre :

parissoustension@riseup.net

De la même manière que vous l'avez reçu par la main, de la même manière nous vous invitons à le faire tourner à votre entourage, dans votre école, sur votre lieu de travail, le laisser dans une laverie, un bar, une table de presse, etc.

N'hésitez pas à faire des traductions vers d'autres langues, et le cas échéant, merci de bien vouloir nous les envoyer.

Nous ne croyons pas en la «gratuité». Tout implique un certain coût, de l'effort, du temps et de l'énergie. Mais surtout de la volonté. La nôtre est que ce journal puisse être lu par toutes et tous les révolté-e-s, exploité-e-s et indésirables sans que l'argent soit une barrière. C'est pourquoi nous l'offrons à quiconque s'y intéresse et s'y reconnaît.

En retour, vous pouvez nous soutenir en offrant quelques sous qui financent son impression.

Bonne lecture et à bientôt au prochain numéro !

**POUR L'ÉMANCIPATION ET LA LIBERTÉ,
ENCORE ET TOUJOURS,
BATTONS-NOUS CONTRE TOUTE AUTORITÉ !**